

PREMIÈRE PARTIE

---

SÉANCES PUBLIQUES

---

---

PART I.

---

PUBLIC SITTINGS.

COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE

DIX-SEPTIÈME SESSION (ORDINAIRE)

TREIZIÈME  
SÉANCE PUBLIQUE

*tenue au Palais de la Paix, La Haye,  
le mardi 20 août 1929, à 10 h. 30,  
sous la présidence de M. Anzilotti, Président.*<sup>1</sup>

*Présents :*

MM. ANZILOTTI, *Président,*  
HUBER, *Vice-Président,*  
LODER,  
NYHOLM,  
DE BUSTAMANTE,  
ALTAMIRA, } *Juges,*  
ODA,  
PESSÔA,  
HUGHES,  
NEGULESCO, } *Juges suppléants,*  
WANG,  
Comte ROSTWOROWSKI, *Juge ad hoc,*  
M. HAMMARSKJÖLD, *Greffier de la Cour.*

Le PRÉSIDENT, en ouvrant l'audience, prie le Greffier de mentionner l'affaire à l'ordre du jour.

Le GREFFIER indique qu'il s'agit de l'ouverture des audiences en l'affaire entre les Gouvernements d'Allemagne, du Danemark, de France, de Sa Majesté britannique en Grande-Bretagne, de Suède et de Tchécoslovaquie, d'une part, et le Gouvernement de Pologne, d'autre part, au sujet des limites territoriales de la compétence de la Commission internationale de l'Oder.

Le PRÉSIDENT rappelle que, dans la présente affaire, l'un des six États mentionnés ci-dessus et qui font cause commune,

<sup>1</sup> Vingt-septième séance de la Cour.

PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE

SEVENTEENTH (ORDINARY) SESSION

THIRTEENTH  
PUBLIC SITTING

*held at the Peace Palace, The Hague,  
on Tuesday, August 20th, 1929, at 10.30 a.m.,  
the President, M. Anzilotti, presiding.<sup>1</sup>*

*Before :*

MM. ANZILOTTI, *President,*  
HUBER, *Vice-President,*  
LODER,  
NYHOLM,  
DE BUSTAMANTE,  
ALTAMIRA, } *Judges,*  
ODA,  
PESSÔA,HUGHES,NEGULESCO, }  
WANG, }

Count ROSTWOROWSKI, *Judge ad hoc,*

M. HAMMARSKJÖLD, *Registrar of the Court.*

The PRESIDENT, in opening the hearing, asked the Registrar to indicate the case before the Court.

The REGISTRAR said that the Court had met to begin the hearing of the case between the Governments of Denmark, Czechoslovakia, France, Germany, His Britannic Majesty in Great Britain, and Sweden, on the one hand, and the Government of Poland, on the other, concerning the territorial limits of the jurisdiction of the International Commission of the river Oder.

The PRESIDENT recalled the fact that in the present case one of the six States mentioned, which were in the same

<sup>1</sup> Twenty-seventh meeting of the Court.

compte déjà sur le siège un juge de sa nationalité ; en revanche, comme il n'en est pas ainsi pour la Pologne, celle-ci est fondée à se prévaloir de l'article 31 du Statut. Faisant usage du droit qui lui revient en vertu de l'article précité, elle a désigné, en qualité de juge *ad hoc*, M. le comte Michel Rostworowski, recteur de l'Université de Cracovie.

Il prie le comte Rostworowski de prendre l'engagement solennel, prévu à l'article 20 du Statut, d'exercer ses fonctions en pleine impartialité et en toute conscience.

Le comte ROSTWOROWSKI ayant pris cet engagement, le Président prend acte, au nom de la Cour, de la déclaration et le déclare dûment installé dans ses fonctions de juge *ad hoc* en l'affaire entre l'Allemagne, le Danemark, la France, la Grande-Bretagne, la Suède et la Tchécoslovaquie, d'une part, et la Pologne, d'autre part, au sujet des limites territoriales de la compétence de la Commission internationale de l'Oder.

Les Gouvernements en cause ont désigné comme agents :

Le Gouvernement allemand, S. Exc. le D<sup>r</sup> Seeliger, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ; le Gouvernement danois, S. Exc. M. Scavenius, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du Danemark à La Haye, remplacé par M. Hugo Hergel, chargé d'affaires *ad interim* du Danemark à La Haye ; le Gouvernement français, M. le professeur Basdevant, jurisconsulte du ministère des Affaires étrangères, professeur à la Faculté de droit de Paris ; le Gouvernement britannique, M. O. St. C. O'Malley, C. M. G., premier secrétaire d'ambassade de Sa Majesté britannique ; le Gouvernement suédois, S. Exc. M. Patrick Adlercreutz, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Suède à La Haye ; le Gouvernement tchécoslovaque, S. Exc. M. Miroslav Plešinger-Božinov, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Tchécoslovaquie à La Haye, et le Gouvernement polonais, M. Bohdan Winiarski, professeur à l'Université de Poznań, et comme agent adjoint, M. Adam Tarnowski, chef de section au ministère des Affaires étrangères à Varsovie.

Ces Gouvernements ont, en outre, désigné comme conseils, le Gouvernement britannique sir Cecil Hurst et M. W. E. Beckett, et le Gouvernement polonais, M. Charles de Visscher, doyen de la Faculté de droit à l'Université de Gand.

interest, already had a judge of its nationality upon the bench; on the other hand, as this was not the case as concerns Poland, that country was entitled to avail itself of the terms of Article 31 of the Statute. Making use of the right which she has under this article, Poland had appointed as judge *ad hoc*, Count Michel Rostworowski, Rector of the University of Cracow.

He asked Count Rostworowski to make the solemn declaration, provided for by Article 20 of the Statute, to exercise his powers impartially and conscientiously.

Count ROSTWOROWSKI having made this declaration, the President, on behalf of the Court, recorded the declaration and declared him to be duly installed as judge *ad hoc* for the case between Denmark, Czechoslovakia, France, Germany, Great Britain and Sweden, on the one hand, and Poland, on the other, concerning the territorial limits of the jurisdiction of the International Commission of the Oder.

The Governments concerned had respectively appointed as Agents:

The Danish Government, H.E. M. Scavenius, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, replaced by M. Hugo Hergel, Danish Chargé d'affaires *ad interim* at The Hague; the Czechoslovak Government, H.E. M. Miroslav Plešinger-Božinov, Czechoslovak Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at The Hague; the French Government, Professor Basdevant, Legal Adviser to the Ministry for Foreign Affairs, Professor at the Faculty of Law of Paris; the German Government, H.E. Dr. Seeliger, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary; the British Government, Mr. O. St. C. O'Malley, C.M.G., First Secretary in His Britannic Majesty's Diplomatic Service; the Swedish Government, H.E. M. Patrick Adlercreutz, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at The Hague, and the Polish Government, M. Bohdan Winiarski, Professor at the University of Poznań, and as Assistant Agent, M. Adam Tarnowski, Chief of Section at the Ministry for Foreign Affairs at Warsaw.

The following had also been appointed as Counsel: by the British Government, Sir Cecil Hurst and Mr. W. E. Beckett; by the Polish Government, M. Charles de Visscher, Dean of the Faculty of Law of the University of Ghent.

La présente affaire ayant été soumise à la Cour par notification d'un compromis, et aucun accord entre les Parties au sujet de l'ordre entre les plaidoiries n'ayant été communiqué au Président, aux termes de l'article 46 du Règlement, le Président devrait, suivant la pratique de la Cour, donner la parole aux conseils dans l'ordre alphabétique des noms des États dont ils exposent le point de vue. Comme, cependant, il ne serait pas raisonnable que les représentants des Parties faisant cause commune pussent parler et avant et après les représentants de la Pologne, et eu égard au fait que les noms de quatre des États faisant cause commune précèdent, dans l'ordre alphabétique, celui de la Pologne, le Président annonce qu'il donnera d'abord la parole aux représentants des six Gouvernements.

Il rappelle auparavant les termes des dispositifs de deux ordonnances rendues par la Cour à la date du 15 août :

« *La Cour invite* l'agent du Gouvernement polonais à déposer au Greffe, au plus tard le samedi 17 août à midi, des conclusions éventuelles sur la seconde des deux questions soumises à la Cour aux termes de l'article premier du compromis du 30 octobre 1928. »

« *La Cour invite* les agents des Parties à présenter, à l'audience fixée pour le mardi 20 août à 10 h. 30 et avant toute plaidoirie sur le fond, leurs observations et conclusions finales sur ladite question, étant entendu que la Cour statuera sur cette question dès la présentation des observations et conclusions des Parties, et que les plaidoiries sur le fond suivront immédiatement, à moins toutefois que la Cour n'en dispose autrement. »

Le Président indique qu'à la suite de la première de ces ordonnances, l'agent polonais a déposé des conclusions éventuelles qui ont été immédiatement communiquées aux agents des six Gouvernements. A la suite de la seconde ordonnance, il ouvre d'abord le débat sur le point préalable dont il s'agit.

The present case having been brought before the Court by Special Agreement, and no agreement between the Parties as to the order in which their representatives were to speak having been communicated to the President, in accordance with Article 46 of the Rules of Court, the President should, in conformity with the Court's practice, call upon Counsel to address the Court in the alphabetical order of the names of the States which they represented. As however it would not be reasonable that the representatives of the Parties in the same interest should be able to speak both before and after the representatives of Poland, and having regard to the fact that the names of four of the States in the same interest preceded in alphabetical order that of Poland, he would first of all call upon the representatives of the Six Governments.

Before doing so, the President wished however to refer to the operative provisions of two orders made by the Court on August 15th. They were as follows :

*"The Court invites the Agent for the Polish Government to file with the Registry by midday on Saturday, August 17th at latest, any alternative submissions as to the second of the two questions submitted to the Court under Article 1 of the Special Agreement of October 30th, 1928."*

*"The Court invites the Agents of the Parties to submit at the hearing fixed for Tuesday, August 20th, at 10.30 a.m., and before any argument upon the merits, their observations and final submissions upon the said question, it being understood that the Court will pass upon this question immediately after receiving such observations and submissions, and that the argument on the merits shall follow forthwith, unless the Court shall otherwise decide."*

The President said that in accordance with the terms of the first of these orders, the Polish Agent had filed alternative submissions which had been forthwith communicated to the Agents of the Six Governments. In accordance with the second order, he would first of all hear arguments in regard to the preliminary point in question.

Sir CECIL HURST, MM. SEELIGER et BASDEVANT exposent le point de vue des six Gouvernements sur la question (annexe<sup>1</sup>).

M. WINIARSKI expose le point de vue du Gouvernement polonais (annexe<sup>2</sup>).

Après un bref échange de répliques entre MM. Seeliger et Winiarski<sup>3</sup>, le PRÉSIDENT interrompt l'audience pour permettre à la Cour de prendre sa décision.

L'audience est reprise à midi.

Le PRÉSIDENT annonce que la Cour a décidé d'écarter du débat les procès-verbaux de la Commission compétente de la Conférence qui a élaboré le Traité de Versailles.

Il donne ensuite la parole, pour la plaidoirie quant au fond, aux représentants des six Gouvernements.

Sir CECIL HURST procède à l'exposé reproduit en annexe<sup>4</sup>.

L'audience, interrompue à 13 heures, est reprise à 15 h. 30.

Le PRÉSIDENT donne la parole à sir Cecil Hurst.

Sir CECIL HURST continue son exposé (annexe<sup>5</sup>), dont la suite, interrompue par la clôture de l'audience, est renvoyée au 21 août, à 10 h. 30.

L'audience est levée à 17 h. 50.

Le Président de la Cour :

(Signé) D. ANZILOTTI.

Le Greffier de la Cour :

(Signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

<sup>1</sup> Voir deuxième Partie, Section A, nos 1, 2 et 3, pp. 25, 27 et 29

<sup>2</sup> » » » , » » , n° 4, p. 29.

<sup>3</sup> » » » , » » » , nos 5 et 6, pp. 34 et 35

<sup>4</sup> » » » , » » » B, n° 1, p. 36.

<sup>5</sup> » » » , » » » » , » » » 45.



Sir CECIL HURST, MM. SEELIGER and BASDEVANT stated the case of the Six Governments upon the question (annex<sup>1</sup>).

M. WINIARSKI stated the case of the Polish Government (annex<sup>2</sup>).

After brief replies had been exchanged by MM. Seeliger and Winiarski<sup>3</sup>, the PRESIDENT adjourned the hearing to enable the Court to come to a decision.

The hearing was resumed at noon.

The PRESIDENT stated that the Court had decided to exclude as evidence the minutes of the competent Commission of the Conference which had prepared the Treaty of Versailles.

He then called on the representatives of the Six Governments to begin their argument on the merits.

Sir CECIL HURST began his argument which is reproduced in the annex<sup>4</sup>.

The hearing was adjourned from 1 to 3.30 p.m.

The PRESIDENT called on Sir Cecil Hurst.

Sir CECIL HURST continued his argument (annex<sup>5</sup>), which he had not concluded when the Court rose; accordingly the remainder was postponed until August 21st, at 10.30 a.m.

The Court rose at 5.50 p.m.

(Signed) D. ANZILOTTI,  
President.

(Signed) Å. HAMMARSKJÖLD,  
Registrar.

---

<sup>1</sup> See Part II, Section A, Nos. 1, 2 and 3, pp. 25, 27 and 29.

<sup>2</sup> " " " " " " No. 4, p. 29.

<sup>3</sup> " " " " " " Nos. 5 and 6, pp. 34 and 35.

<sup>4</sup> " " " " " " B, No. 1, p. 36.

<sup>5</sup> " " " " " " " " " " 45.

DIX-SEPTIÈME SESSION (ORDINAIRE)

QUATORZIÈME  
SÉANCE PUBLIQUE

*tenue au Palais de la Paix, La Haye,  
le mercredi 21 août 1929, à 10 h. 30,  
sous la présidence de M. Anzilotti, Président.*<sup>1</sup>

*Présents :*

MM. ANZILOTTI, *Président*,  
HUBER, *Vice-Président*,  
LODER,  
NYHOLM,  
DE BUSTAMANTE,  
ALTAMIRA, } *Juges*,  
ODA,  
PESSÔA,  
HUGHES,  
NEGULESCO, } *Juges suppléants*,  
WANG, }  
Comte ROSTWOROWSKI, *Juge ad hoc*,  
M. HAMMARSKJÖLD, *Greffier de la Cour*.

Le PRÉSIDENT donne la parole à sir Cecil Hurst, qui reprend et termine son exposé (annexe<sup>2</sup>).

Le PRÉSIDENT donne ensuite la parole à M. le professeur Basdevant.

M. le professeur BASDEVANT commence son exposé<sup>3</sup>, dont la suite est renvoyée à l'audience de l'après-midi.

L'audience, interrompue à midi 45, est reprise à 15 h. 30.

Le PRÉSIDENT donne lecture de l'ordonnance rendue par la Cour au sujet de l'admissibilité, comme moyens de preuve, de citations extraites des travaux préparatoires de la Conférence de la Paix de 1919<sup>4</sup>.

<sup>1</sup> Vingt-neuvième séance de la Cour.

<sup>2</sup> Voir deuxième Partie, Section B, n° 1, p. 62.

<sup>3</sup> » » » » » » » 2, » 77.

<sup>4</sup> » *Publications de la Cour*, Série A, n° 23, p. 38.

SEVENTEENTH (ORDINARY) SESSION

FOURTEENTH  
PUBLIC SITTING

*held at the Peace Palace, The Hague,  
on Wednesday, August 21st, 1929, at 10.30 a.m.,  
the President, M. Anzilotti, presiding.*<sup>1</sup>

*Before :*

MM. ANZILOTTI, *President,*  
HUBER, *Vice-President,*

LODER,  
NYHOLM,  
DE BUSTAMANTE,  
ALTAMIRA, } *Judges,*  
ODA,  
PESSÔA,  
HUGHES,

NEGULESCO, } *Deputy-Judges,*  
WANG,

Count ROSTWOROWSKI, *Judge ad hoc,*

M. HAMMARSKJÖLD, *Registrar of the Court.*

The PRESIDENT called on Sir Cecil Hurst, who continued and concluded his speech (annex<sup>2</sup>).

The PRESIDENT then called on Professor Basdevant.

Professor BASDEVANT began his speech<sup>3</sup>, the remainder of which was postponed until the afternoon sitting.

The hearing was adjourned from 12.45 to 3.30 p.m.

The PRESIDENT read the order made by the Court regarding the admissibility as evidence of citations from the records of the preparatory work of the Peace Conference of 1919<sup>4</sup>.

<sup>1</sup> Twenty-ninth meeting of the Court.

<sup>2</sup> See Part II, Section B, No. 1, p. 62.

<sup>3</sup> " " " " " " 2, " 77.

<sup>4</sup> " „ Publications „ of the Court, Series A., No. 23, p. 38.

Il donne ensuite la parole à M. le professeur BASDEVANT, qui poursuit et termine son exposé<sup>1</sup>.

Le PRÉSIDENT annonce que la prochaine audience est fixée au jeudi 22 août à 10 h. 30.

L'audience est levée à 18 h. 5.

Le Président de la Cour :  
(Signé) D. ANZILOTTI.

Le Greffier de la Cour :  
(Signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

---

<sup>1</sup> Voir deuxième Partie, Section B, n° 2, p. 82.

He then called on Professor BASDEVANT, who continued and concluded his speech<sup>1</sup>.

The PRESIDENT announced that the next sitting would be held on Thursday, August 22nd, at 10.30 a.m.

The Court rose at 6.5 p.m.

(Signed) D. ANZILOTTI,  
President.

(Signed) Å. HAMMARSKJÖLD,  
Registrar.

---

<sup>1</sup> See Part II, Section B, No. 2, p. 82.

DIX-SEPTIÈME SESSION (ORDINAIRE)

QUINZIÈME  
SÉANCE PUBLIQUE

*tenue au Palais de la Paix, La Haye,  
le jeudi 22 août 1929, à 10 h. 30,  
sous la présidence de M. Anzilotti, Président.*<sup>1</sup>

*Présents :*

MM. ANZILOTTI, *Président,*  
HUBER, *Vice-Président,*  
LODER,  
NYHOLM,  
DE BUSTAMANTE,  
ALTAMIRA, } *Juges,*  
ODA,  
PESSÔA,  
HUGHES,  
NEGULESCO, { *Juges suppléants,*  
WANG,

Comte ROSTWOROWSKI, *Juge ad hoc,*

M. HAMMARSKJÖLD, *Greffier de la Cour.*

Le PRÉSIDENT donne successivement la parole aux agents des Gouvernements allemand, danois, suédois et tchécoslovaque.

MM. SEELIGER, HERGEL, ADLERCREUTZ et PLEŠINGER-BOŽINOV font les exposés et déclarations reproduits en annexe<sup>2</sup>.

Le PRÉSIDENT donne ensuite la parole à l'agent du Gouvernement polonais.

M. le professeur WINIARSKI procède à l'exposé reproduit en annexe<sup>3</sup>.

L'audience, interrompue à 12 h. 50, est reprise à 15 h. 30.

<sup>1</sup> Trente-et-unième séance de la Cour.

<sup>2</sup> Voir deuxième Partie, Section B, nos 3, 4, 5 et 6, pp. 106, 115 et 116.

<sup>3</sup> " " " " " ", n° 7, p. 117.

SEVENTEENTH (ORDINARY) SESSION

FIFTEENTH  
PUBLIC SITTING

*held at the Peace Palace, The Hague,  
on Thursday, August 22nd, 1929, at 10.30 a.m.,  
the President, M. Anzilotti, presiding.<sup>1</sup>*

*Before :*

MM. ANZILOTTI, *President,*  
HUBER, *Vice-President,*  
LODER,  
ALTAMIRA,  
NYHOLM,  
DE BUSTAMANTE, *Judges,*  
ODA,  
PESSÔA,  
HUGHES,  
NEGULESCO, *Deputy-Judges,*  
WANG,  
Count ROSTWOROWSKI, *Judge ad hoc,*  
M. HAMMARSKJÖLD, *Registrar of the Court.*

The PRESIDENT successively called on the Agents for the German, Danish, Swedish and Czechoslovak Governments.

MM. SEELIGER, HERGEL, ADLERCREUTZ and PLEŠINGER-BOŽINOV made the statements and declarations reproduced in the annex<sup>2</sup>.

The PRESIDENT next called on the Agent for the Polish Government.

Professor WINIARSKI made the speech reproduced in the annex<sup>3</sup>.

The hearing was adjourned from 12.50 to 3.30 p.m.

<sup>1</sup> Thirty-first meeting of the Court.

<sup>2</sup> See Part II, Section B, Nos. 3, 4, 5 and 6, pp. 106, 115 and 116.

<sup>3</sup> " " " " " " No. 7, p. 117.

M. le professeur WINIARSKI poursuit et termine son exposé<sup>1</sup>.

M. Winiarski s'étant réservé, dans son exposé, le droit de motiver, s'il y avait lieu, lors de sa duplique, les conclusions, relatives à la deuxième question posée par le compromis, qu'il avait soumises à la Cour le 17 août 1929 en exécution de l'ordonnance du 15 août, sir CECIL HURST demande à la Cour de se prononcer sur l'admissibilité de cette procédure, qui priverait les représentants des six Puissances de toute possibilité de répondre aux arguments dont il s'agit.

M. le professeur WINIARSKI propose, dans ces conditions, de procéder à cette partie de son exposé à la suite de la plaidoirie de M. Charles de Visscher.

Sir CECIL HURST déclare se rallier à cette procédure, qui est formellement acceptée par le Président.

La prochaine audience est fixée par le Président au vendredi 23 août 1929, à 10 h. 30.

L'audience est levée à 18 h. 30.

Le Président de la Cour :

(Signé) D. ANZILOTTI.

Le Greffier de la Cour :

(Signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

---

<sup>1</sup> Voir deuxième Partie, Section B, n° 7, p. 129.



Professor WINIARSKI continued and concluded his speech<sup>1</sup>.

Professor Winiarski having, in the course of his speech, reserved the right, if necessary, to present during his reply the arguments in support of the submissions filed on August 17th, 1929, in compliance with the order of August 15th, and concerning the second question put by the Special Agreement, Sir CECIL HURST asked the Court for a ruling as to the admissibility of this procedure, which would deprive the representatives of the six Powers of any possibility of replying to such arguments.

Professor WINIARSKI, in those circumstances, proposed to present this part of his case after M. de Visscher's speech.

Sir CECIL HURST agreed to this procedure, which was formally approved by the President.

The next sitting was fixed by the President for 10.30 a.m., on Friday, August 23rd, 1929.

The Court rose at 6.30 p.m.

(Signed) D. ANZILOTTI,  
President.

(Signed) Å. HAMMARSKJÖLD,  
Registrar.

---

<sup>1</sup> See Part II, Section B, No. 7, p. 129.

DIX-SEPTIÈME SESSION (ORDINAIRE)

SEIZIÈME  
SÉANCE PUBLIQUE

*tenue au Palais de la Paix, La Haye,  
le vendredi 23 août 1929, à 10 h. 30,  
sous la présidence de M. Anzilotti, Président.*<sup>1</sup>

*Présents :*

MM. ANZILOTTI, *Président*,  
HUBER, *Vice-Président*,  
LODER,  
NYHOLM,  
DE BUSTAMANTE,  
ALTAMIRA, } *Juges*,  
ODA,  
PESSÔA,  
HUGHES,  
NEGULESCO, } *Juges suppléants*,  
WANG,

Comte ROSTWOROWSKI, *Juge ad hoc*,

M. HAMMARSKJÖLD, *Greffier de la Cour*.

Le PRÉSIDENT donne la parole au conseil du Gouvernement polonais.

M. le professeur CHARLES DE VISSCHER procède à l'exposé reproduit en annexe<sup>2</sup>.

L'audience, interrompue à midi 45, est reprise à 15 h. 30.

Le PRÉSIDENT donne la parole au conseil du Gouvernement polonais.

M. le professeur CHARLES DE VISSCHER poursuit et termine son exposé<sup>3</sup>.

Le PRÉSIDENT donne la parole à l'agent du Gouvernement polonais.

<sup>1</sup> Trente-deuxième séance de la Cour.

<sup>2</sup> Voir deuxième Partie, Section B, n° 8, p. 161.

<sup>3</sup> » » » » » » » » 178.

SEVENTEENTH (ORDINARY) SESSION

SIXTEENTH  
PUBLIC SITTING

*held at the Peace Palace, The Hague,  
on Friday, August 23rd, 1929, at 10.30 a.m.,  
the President, M. Anzilotti, presiding.<sup>1</sup>*

*Before :*

MM. ANZILOTTI, *President,*  
HUBER, *Vice-President,*  
LODER,  
NYHOLM,  
DE BUSTAMANTE, }  
ALTAMIRA, } *Judges,*  
ODA,  
PESSÔA,  
HUGHES,  
NEGULESCO, }  
WANG, } *Deputy-Judges,*  
Count ROSTWOROWSKI, *Judge ad hoc,*  
M. HAMMARSKJÖLD, *Registrar of the Court.*

The PRESIDENT called on Counsel for the Polish Government.

Professor CHARLES DE VISSCHER made the speech reproduced in the annex<sup>2</sup>.

The hearing was adjourned from 12.45 to 3.30 p.m.

The PRESIDENT called on Counsel for the Polish Government.

Professor CHARLES DE VISSCHER continued and concluded his speech<sup>3</sup>.

The PRESIDENT called on the Agent for the Polish Government.

<sup>1</sup> Thirty-second meeting of the Court.

<sup>2</sup> See Part II, Section B, No. 8, p. 161.

<sup>3</sup> " " " " " " " " 178.

M. le professeur WINIARSKI motive les conclusions énoncées par le Gouvernement polonais au sujet de la deuxième question du compromis<sup>1</sup>.

Le PRÉSIDENT donne la parole aux représentants des six Gouvernements pour leur réplique.

Sir CECIL HURST procède à l'exposé reproduit en annexe<sup>2</sup>, à l'issue duquel il demande formellement à la Cour de ne pas tenir compte de certaines thèses avancées dans la procédure orale au nom du Gouvernement polonais, ces thèses ayant été, de l'avis des six Gouvernements, présentées pour la première fois à ce stade de la procédure.

Le PRÉSIDENT annonce qu'il donnera la parole à M. le professeur Basdevant au cours de l'audience suivante, fixée au samedi 24 août à 10 h. 30.

L'audience est levée à 18 h. 10.

Le Président de la Cour :  
(Signé) D. ANZILOTTI.

Le Greffier de la Cour :  
(Signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

---

<sup>1</sup> Voir deuxième Partie, Section B, n° 9, p. 183.

<sup>2</sup> » » » , » » , » 10, » 187.

Professor WINIARSKI presented the arguments in support of the submissions made by the Polish Government in regard to the second question in the Special Agreement<sup>1</sup>.

The PRESIDENT called on the representatives of the six Powers to reply.

Sir CECIL HURST proceeded to make the reply reproduced in the annex<sup>2</sup>; in the course of this he formally asked the Court to leave out of account certain contentions put forward on behalf of the Polish Government in the course of the oral argument; these contentions in the view of the Six Governments were made for the first time at that stage of the proceedings.

The PRESIDENT stated that he would call on Professor Basdevant to speak at the next sitting, which was fixed for 10.30 a.m., on Saturday, August 24th.

The Court rose at 6.10 p.m.

(Signed) D. ANZILOTTI,  
President.

(Signed) Å. HAMMARSKJÖLD,  
Registrar.

---

<sup>1</sup> See Part II, Section B, No. 9, p. 183.

<sup>2</sup> " " " " " " 10, " 187.

DIX-SEPTIÈME SESSION (ORDINAIRE)

DIX-SEPTIÈME  
SÉANCE PUBLIQUE

tenue au Palais de la Paix, La Haye,  
le samedi 24 août 1929, à 10 h. 30,  
sous la présidence de M. Anzilotti, Président.<sup>1</sup>

Présents :

MM. ANZILOTTI, *Président*,  
/ HUBER, *Vice-Président*,  
LODER,  
NYHOLM,  
DE BUSTAMANTE, } *Juges*,  
ALTAMIRA,  
ODA,  
PESSÔA,  
HUGHES,  
NEGULESCO, / *Juges suppléants*,  
WANG, )  
Comte ROSTWOROWSKI, *Juge ad hoc*,  
M. HAMMARSKJÖLD, *Greffier de la Cour*.

Le Président donne la parole à M. le professeur BASDEVANT, agent du Gouvernement français, qui prononce la réplique reproduite en annexe<sup>2</sup>. Il donne ensuite la parole à M. l'agent du Gouvernement allemand.

S. Exc. M. le D<sup>r</sup> SEELIGER, agent du Gouvernement allemand, prononce la réplique reproduite en annexe<sup>3</sup>.

Le PRÉSIDENT, après s'être enquis du désir des agents du Gouvernement polonais, fixe à 15 h. 30 la reprise de l'audience (qui est interrompue à 12 h. 30).

A la reprise de l'audience, le PRÉSIDENT donne la parole aux représentants du Gouvernement polonais.

<sup>1</sup> Trente-troisième séance de la Cour.

<sup>2</sup> Voir deuxième Partie, Section B, n° 11, p. 201.

<sup>3</sup> » » » » » » » » » » » » 12, » 218.

SEVENTEENTH (ORDINARY) SESSION

SEVENTEENTH  
PUBLIC SITTING

*held at the Peace Palace, The Hague,  
on Saturday, August 24th, 1929, at 10.30 a.m.,  
the President, M. Anzilotti, presiding.*<sup>1</sup>

*Before :*

MM. ANZILOTTI, *President,*  
HUBER, *Vice-President,*  
LODER,  
NYHOLM,  
DE BUSTAMANTE,  
ALTAMIRA, *Judges,*  
ODA,  
PESSÔA,  
HUGHES,  
NÉGULESCO, } *Deputy-Judges,*  
WANG, }  
Count ROSTWOROWSKI, *Judge ad hoc,*  
M. HAMMARSKJÖLD, *Registrar of the Court.*

The President called on Professor BASDEVANT, Agent for the French Government, who made the reply reproduced in the annex<sup>2</sup>. He then called on the Agent for the German Government.

H.E. Dr. SEELIGER, Agent for the German Government, made the reply reproduced in the annex<sup>3</sup>.

The PRESIDENT, after enquiring as to the preference of the Agents for the Polish Government, fixed the resumption of the hearing (which was adjourned at 12.30 p.m.) for 3.30 p.m.

At the resumption, the PRESIDENT called on the representatives of the Polish Government.

<sup>1</sup> Thirty-third meeting of the Court.

<sup>2</sup> See Part II, Section B, No. 11, p. 201.

<sup>3</sup> " " " " " " 12, " 218.

M. le professeur WINIARSKI, agent, et M. le professeur CHARLES DE VISSCHER, conseil du Gouvernement polonais, prononcent successivement les duplicques reproduites en annexe<sup>1</sup>.

Au cours de son exposé, M. Winiarski prie la Cour de débouter les six Gouvernements de leur demande, formulée par sir Cecil Hurst, et tendant à écarter du débat certaines thèses avancées par l'orateur dans sa plaidoirie orale.

Le PRÉSIDENT, en déclarant les audiences closes, rappelle qu'il ne prononce pas la clôture des débats, afin de permettre éventuellement à la Cour de demander, si elle le juge utile, des renseignements complémentaires aux agents des Parties.

L'audience est levée à 16 h. 55.

Le Président de la Cour :

(Signé) D. ANZILOTTI.

Le Greffier de la Cour :

(Signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

---

<sup>1</sup> Voir deuxième Partie, Section B, nos 13 et 14, pp. 224 et 234.



Professor WINIARSKI, Agent for the Polish Government, and Professor CHARLES DE VISSCHER, Counsel for the Polish Government, successively made the rejoinders reproduced in the annex<sup>1</sup>.

In the course of his speech, M. Winiarski asked the Court to overrule the plea made by Sir Cecil Hurst on behalf of the Six Governments to the effect that no attention should be paid to certain contentions put forward by the speaker in his oral argument.

The PRESIDENT, in announcing the termination of the hearing, did not declare the proceedings closed in order to enable the Court, should it see fit, to obtain further information from the Parties.

The Court rose at 4.55 p.m.

(Signed) D. ANZILOTTI,  
President.

(Signed) Å. HAMMARSKJÖLD,  
Registrar.

---

<sup>1</sup> See Part II, Section B, Nos. 13 and 14, pp. 224 and 234.

DIX-SEPTIÈME SESSION (ORDINAIRE)

DIX-HUITIÈME  
SÉANCE PUBLIQUE

*tenue au Palais de la Paix, La Haye,  
le mardi 10 septembre 1929, à 16 heures,  
sous la présidence de M. Anzilotti, Président.*<sup>1</sup>

*Présents :*

MM. ANZILOTTI, *Président*,  
HUBER, *Vice-Président*,  
LODER,  
NYHOLM,  
DE BUSTAMANTE,  
ALTAMIRA, } *Juges*,  
ODA,  
PESSÔA,  
HUGHES,  
NEGULESCO, } *Juges suppléants*,  
WANG,

Comte ROSTWOROWSKI, *Juge ad hoc*,

M. LÓPEZ OLIVÁN, *Greffier-adjoint de la Cour*.

Le PRÉSIDENT déclare l'audience ouverte et prie le Greffier-adjoint de mentionner le point à l'ordre du jour.

Le GREFFIER-ADJOINT indique qu'il s'agit du prononcé de l'arrêt rendu par la Cour en l'affaire entre les Gouvernements d'Allemagne, de Grande-Bretagne, de Danemark, de France, de Suède et de Tchécoslovaquie, d'une part, et de Pologne, d'autre part, concernant l'étendue territoriale de la juridiction de la Commission internationale de l'Oder.

Le PRÉSIDENT constate que les agents des Parties ont été dûment prévenus, aux termes de l'article 58 du Statut, et que les expéditions officielles de l'arrêt ont été remises soit à l'agent soit au représentant diplomatique à La Haye de chacun des Gouvernements en cause.

<sup>1</sup> Quarantième séance de la Cour.

SEVENTEENTH (ORDINARY) SESSION

EIGHTEENTH  
PUBLIC SITTING

*held at the Peace Palace, The Hague,  
on Tuesday, September 10th, 1929, at 4 p.m.,  
the President, M. Anzilotti, presiding.*<sup>1</sup>

*Before :*

MM. ANZILOTTI, *President*,  
HUBER, *Vice-President*,  
LODER,  
NYHOLM,  
DE BUSTAMANTE,  
ALTAMIRA, } *Judges*,  
ODA,  
PESSÔA,  
HUGHES,  
NEGULESCO, } *Deputy-Judges*,  
WANG,

Count ROSTWOROWSKI, *Judge ad hoc*,

M. LÓPEZ OLIVÁN, *Deputy-Registrar of the Court*.

The PRESIDENT, on taking his seat, called upon the Deputy-Registrar to announce the business on the agenda.

The DEPUTY-REGISTRAR stated that the Court was to deliver judgment in the affair between the Governments of Czechoslovakia, Germany, Great Britain, Denmark, France and Sweden of the one part, and Poland of the other part, concerning the territorial limits of the jurisdiction of the International Commission of the Oder.

The PRESIDENT observed that the Agents of the Parties had been duly warned in accordance with Article 58 of the Statute, and that official copies of the judgment had been handed to the Agent or diplomatic representative at The Hague of each of the Governments in this suit.

<sup>1</sup> Fortieth meeting of the Court.

Le Président donne lecture de l'arrêt dans le texte anglais qui fait foi<sup>1</sup>.

Le GREFFIER-ADJOINT donne lecture du dispositif de l'arrêt en français.

Le PRÉSIDENT, ayant demandé à M. Huber, Vice-Président, s'il désire donner lecture de ses observations, et M. Huber ayant répondu négativement, constate que le rôle des affaires est épuisé. Il lève l'audience et prononce la clôture de la dix-septième Session de la Cour.

L'audience est levée à 17 heures.

Le Président de la Cour :

(Signé) D. ANZILOTTI.

Le Greffier-adjoint :

(Signé) J. LÓPEZ OLIVÁN.

---

<sup>1</sup> Voir *Publications de la Cour*, Série A, n° 23.

The President read the English, which is the authoritative text, of the judgment <sup>1</sup>.

The DEPUTY-REGISTRAR read the operative portion of the judgment in French.

The PRESIDENT asked M. Huber, Vice-President, if he desired to read his observations.

M. HUBER replied in the negative.

The PRESIDENT stated that, the cases on the list being terminated, the Seventeenth Session of the Court would end with the conclusion of the present sitting.

The Court rose at 5 p.m.

(Signed) D. ANZILOTTI,  
President.

(Signed) J. LÓPEZ OLIVÁN,  
Deputy-Registrar.

---

<sup>1</sup> See *Publications of the Court*, Series A., No. 23.